

# **Stratégie et enjeux d'Al-Qaïda en Mauritanie**

par **Benoit Lucquiaud**

Etudiant en Relations internationales, Institut supérieur

de relations internationales et stratégiques (ISRIS)

## Introduction

Depuis 2005, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) intensifie ses attaques dans la zone subsaharienne et particulièrement en Mauritanie. Si, au cours des années 2005-2006 les actions visaient principalement des militaires, à partir de 2007, AQMI s'est davantage orienté vers les enlèvements – et plus rarement l'assassinat – d'Occidentaux : 2007, meurtres de 4 Français à Aleg, assassinat d'un Américain à Nouakchott en juin 2009, enlèvements de Pierre Camate, d'un couple italien et d'humanitaires espagnols<sup>1</sup>... Les actions ont changé, les méthodes elles aussi ont évolué : utilisation de kamikazes, comme lors de l'attentat suicide contre l'ambassade de France en août 2009, utilisation de caméra pour filmer les actions (attaque à Alger de 2006) et moindre importance accordée aux embuscades, comme le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) le faisait dans le cadre de la guérilla urbaine qu'il menait contre l'Etat algérien<sup>2</sup>. Tout ceci marque bel et bien une évolution profonde du GSPC, qui ne s'est pas seulement contenté de prendre le label « Al-Qaïda » mais qui en a repris les méthodes et la philosophie. En effet, l'extension du combat au Sud du Maghreb, l'attaque contre des Etats jugés comme renégats caractérisent l'adhésion d'AQMI à l'idéologie de jihad international prôné par l'organisation de Ben Laden. L'allégeance du GSPC à Al-Qaïda en septembre 2006, l'adoption d'un nouveau nom – Al-Qaïda au Maghreb Islamique – en janvier 2007, marquent bien un tournant profond pour le mouvement algérien. Mais que signifie, au juste, l'allégeance à Al-Qaïda?

Al-Qaïda est une organisation dont le but final est de constituer un califat qui regrouperait la Umma. Pour y parvenir, Al-Qaïda mène la guerre sur différents fronts : combat contre les Etats musulmans qui collaborent avec les puissances occidentales, combat tous azimuts contre celles-ci et pour la libération de la péninsule arabique des troupes étrangères. Dans cette guerre aux relents eschatologiques, Al-Qaïda se propose d'offrir une « base » – ce que signifie le mot Al-Qaïda – au jihad international en formant, rassemblant et envoyant sur les différents fronts qui s'offrent à l'organisation, les moudjahiddines d'hier et d'aujourd'hui, et en ancrant la cause à une base territoriale<sup>3</sup>. Greffant son idéologie internationaliste à des conflits dont les objectifs répondent à des intérêts locaux, la réussite d'Al-Qaïda à répandre le jihad dépend de sa capacité à surimposer sa logique à celle des guerres où elle prend pied : ce fut le cas en Tchétchénie ou en Bosnie, ça le reste pour l'Afghanistan... Cette problématique d'une doctrine religieuse qui, en voulant transcender les déterminations culturelles et les contingences locales, n'en cherche pas moins à se « territorialiser », se pose aussi pour le terrain mauritanien.

En effet, la Mauritanie semble offrir un terrain de choix pour les tenants du jihad international : l'Islam confrérique, volontiers décrit comme « tolérant » semble en perte de vitesse ; parallèlement, les islamistes – « piétistes » mais surtout politiques – semblent gagner du terrain non seulement en Mauritanie<sup>4</sup> mais dans

---

<sup>1</sup> « La nouvelle stratégie d'AQMI en Mauritanie », RFI, <http://www.rfi.fr/contenu/20091229-aqmi-oeuvres>

<sup>2</sup> Hartley (W.), *Jane's World insurgency and terrorism*, Issue 30, 2009

<sup>3</sup> Filiu (J.-P.), *Les frontières du jihad*, Fayard, Paris, 2006, p. 131.

<sup>4</sup> *International Crisis Group*, « L'islamisme en Afrique du nord IV : contestation islamiste en Mauritanie : menace ou bouc émissaire ? », Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord, 41, 11 mai 2005,

l'ensemble de la sous-région<sup>5</sup>. De surcroît, face à cette menace, la faiblesse de l'Etat mauritanien est patente : le pays figure parmi les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), ne contrôle pas son territoire, les forces qui en sont traditionnellement chargées manquent cruellement de moyens<sup>6</sup>.

Nous nous proposons donc d'envisager les récentes incursions d'AQMI, et plus généralement d'Al Qaeda, en Mauritanie sous l'angle du rapport qu'une organisation internationale qui veut transcender les différences peut entretenir avec ce qui singularise un territoire. Al-Qaïda au Maghreb Islamique peut-elle s'implanter sur le territoire mauritanien, peut-elle s'y « territorialiser » ? Posée autrement : comment AQMI s'intègre ou ne s'intègre pas dans le jeu local mauritanien, profitant des faiblesses de l'Etat tout autant que des rivalités de pouvoir ?

Deux axes peuvent être suivis. D'une part, comment caractériser les stratégies d'AQMI et d'Al-Qaïda en Mauritanie : quels rapports ces organisations entretiennent-elles avec ce territoire ? D'autre part, de quelles manières l'Etat mauritanien fait-il face à cette menace dont les ramifications ne sont pas limitées à ce pays, mais touchent l'ensemble de la sous-région ?

---

[http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle\\_east\\_\\_\\_north\\_africa/egypt\\_north\\_africa/41\\_islamisme\\_in\\_n.\\_afr\\_iv\\_contestation\\_isl\\_amiste\\_en\\_mauritanie.pdf](http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle_east___north_africa/egypt_north_africa/41_islamisme_in_n._afr_iv_contestation_isl_amiste_en_mauritanie.pdf)

<sup>5</sup> Lathuile (M. F.), « le jihadisme en Afrique subsaharienne », in Marret (J.-L.) (dir.), *Les fabriques du jihad*, PUF, Paris 2005, p. 305-327 ;

<sup>6</sup> Antil (A.), « L'Afrique et la « guerre contre la terreur » », *Politique étrangère*, 2006/3, Automne, p. 583-591.

## Les raisons d'être d'Al-Qaïda en Mauritanie

Quelles stratégies les organisations liées à Al-Qaïda développent-elles en Mauritanie ? La réponse n'est pas aisée tant les mouvements de cette nature communiquent peu sur la finalité de leurs objectifs : l'ombre et l'opacité sont inhérentes à leur mode d'action. Cependant, deux éléments semblent se dégager : d'une part, la Mauritanie a d'abord représenté un vivier de recrutement pour Al-Qaïda, d'autre part, elle offre à AQMI les moyens de remplir les nouveaux objectifs internationaux que son allégeance à Al-Qaïda lui « impose ».

### **La Mauritanie : un vivier de recrutement ?**

La Mauritanie aurait représenté pour Al-Qaïda un vivier de recrutement notamment pour la cause du jihad en Afghanistan puis en Irak. Ainsi, le Yéménite Imad Abd Al-Wahid Ahmed Alwan se serait déplacé depuis l'Afghanistan en Mauritanie en 2002 dans le but de recruter des militants<sup>7</sup> et de créer des cellules sur place. Même si le fait, à l'instar de la participation de ressortissants mauritaniens à la guerre en Afghanistan et en Irak, demande à être authentifié, il n'en demeure pas moins que quelques jeunes Mauritaniens (il semble qu'on soit ici autour de quelques dizaines) ont trouvé de l'attrait pour le jihad international : pour preuve, un certain nombre d'entre eux sont aujourd'hui accusés d'avoir prémédité des attentats en Arabie Saoudite<sup>8</sup>.

Quoiqu'il en soit des réseaux de recrutement, il faut insister sur les facteurs économiques ou historiques qui font d'une certaine frange de la population mauritanienne une cible privilégiée pour les organisations terroristes. A ce titre, l'itinéraire du jeune kamikaze de l'attentat contre l'ambassade de France est riche d'enseignements<sup>9</sup>. Moussa Ould Beina Ould Zeidane était un Haratine, un descendant d'esclaves, qui a pu trouver dans les revendications égalitaires des islamistes une manière de lutter contre un Islam confrérique qui appuie et légitime les hiérarchies traditionnelles en Mauritanie. Or, les bouleversements socio-économiques de ces dernières décennies ont été d'autant plus importants qu'ils ne se sont pas accompagnés d'une redistribution du pouvoir et des richesses : les hiérarchies sont demeurées les mêmes et l'élite au pouvoir s'y est maintenue. En effet, la Mauritanie a traversé un fort mouvement d'urbanisation, qui s'est nourri d'un régime démographique élevé ainsi que de l'abandon du nomadisme<sup>10</sup>. Cette reconfiguration démographique, doublée d'une crise de l'Etat devenu incapable d'assurer ses missions régaliennes, a certainement contribué à détourner ceux que l'Etat laissait pour compte vers l'islam radical, qu'il soit piétiste ou politique. Car, malgré la faillite de l'Etat et les velléités démocratiques des années 1990, le pouvoir est resté aux mains des mêmes et le jeu de la

---

<sup>7</sup> Cf. Antil (A.), *op. cit.*, p. 586.

<sup>8</sup> Boucek (C.), « Saudi extremism to Sahel and back », *Carnegie Endowment for International Peace*, février 2009, <http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=22891>

<sup>9</sup> Meunier (M.), « Itinéraire d'un kamikaze », *Jeune Afrique*, 9 septembre 2009, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2539p045.xml0/terrorisme-attentat-ambassade-kamikazeitineraire-d-un-kamikaze.html>

<sup>10</sup> Bisson (V.), « Le nomade est mort : vive la tribu ! Réorganisation de l'espace, nouvelles territorialités et néo-tribalisme au pays des Maures », *Maghreb Machrek*, 189, automne 2006, p. 101-109.

conquête du pouvoir ne s'est pas ouvert aux couches sociales considérées comme serviles ou subordonnées. Ainsi, l'ethnie et la tribu restent des entités avant tout politiques : leurs allégeances, leurs alliances ou leurs trahisons balisent des itinéraires de conquête du pouvoir ; une fois l'Etat conquis, elles déterminent les termes d'une redistribution de la rente procurée par l'Etat<sup>11</sup>. Cette structure du champ politique se superpose au champ économique : ceux que la naissance a exclus du système politique le sont aussi de la sphère économique, nourrissant un ressentiment, créant un terreau que les islamistes d'AQMI cherchent à utiliser.

Cependant, pour AQMI, la Mauritanie ne représente pas seulement un vivier de recrutement : il s'agit aussi d'un espace qui lui donne une profondeur stratégique face aux capacités répressives de l'Etat algérien et une raison d'être idéologique.

### ***La Mauritanie : un espace stratégique***

L'extension du territoire d'action d'AQMI obéit à un changement des rapports de forces entre l'organisation islamiste et l'Etat algérien. En effet, le mouvement a subi les revers d'une répression efficace de la part de l'armée algérienne : en 2004, le mouvement était décapité avec la mort de Nabil Sahraoui ; en 2006, c'est Ahmed Zarabib qui meurt sous les balles de l'armée ; en 2009, Abderrazak el Paraa annonce sa repentance ainsi que celles de deux autres chefs islamistes<sup>12</sup>... Ces dernières années, le rapport de forces a nettement tourné à la défaveur du GSPC. De plus, il semble bien que le mouvement ait échoué à recruter et à s'installer dans les autres pays du Maghreb : la pénétration en Tunisie se solde par un échec, de même pour le Maroc. C'est dans ce contexte qu'il faut lire l'allégeance du GSPC à Al-Qaïda. Davantage qu'une montée en puissance d'un mouvement, cette réorientation marque peut être une fuite en avant, dernier avatar en date d'une organisation en lutte pour sa survie<sup>13</sup>.

La descente d'AQMI vers le sud est une réponse à ces nouveaux défis qui se posent au mouvement. D'une part, en installant ses camps dans les zones grises du Sahara, AQMI se donne une profondeur stratégique : à l'abri de la répression, AQMI peut installer des bases arrières d'où préparer ses attaques. En fait de « bases arrières », il faut davantage s'imaginer des camps d'entraînement itinérants aux moyens plutôt rustiques<sup>14</sup>. D'autre part, l'extension géographique du mouvement a certainement pour but de trouver de nouvelles ressources financières : se plaçant sur la route de nombreux trafics (notamment le trafic d'armes et le trafic de drogue) AQMI cherche probablement à capter une partie de cette manne. Mais cela semble être pour le

---

<sup>11</sup> Ould Cheikh (A. W.), « Les habits neufs du sultan. Sur le pouvoir et ses (res)ources en Mauritanie » et Bensaâd (A.), « Mauritanie, territoire de marges et de liens », *Maghreb Machrek*, 189, automne 2006, respectivement p. 29-51 et p. 7-27.

<sup>12</sup> Abou (G.), « L'émir national » du GSPC abattu », *RFI*, 21 juin 2004, [http://www.rfi.fr/actufr/articles/054/article\\_28817.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/054/article_28817.asp), « Trois ex-chefs islamistes appellent à la reddition », *RFI*, 9 mai 2009, [http://www.rfi.fr/actufr/articles/113/article\\_80902.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/113/article_80902.asp)

<sup>13</sup> « Le GSPC est plutôt en phase de régression », interview d'Eric Denécé par RFI, 13 décembre 2007, [http://www.rfi.fr/actufr/articles/096/article\\_60251.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/096/article_60251.asp)

<sup>14</sup> Meunier (M.), « Jusqu'où peut aller Al-Qaïda », *Jeune Afrique*, 18 février 2010, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2561p042-043.xml0/mauritanie-terrorisme-mohamed-ould-abdelaziz-aqmijusqu-ou-peut-aller-al-qaida.html>

moment une hypothèse<sup>15</sup>. Enfin, tant la radicalisation de la violence que l'extension géographique marquent l'internationalisation d'AQMI : les actions menées à des milliers de kilomètres des bases traditionnelles du mouvement incarnent en quelque sorte l'allégeance à Al-Qaïda et au jihad international.

Ainsi, l'implantation d'AQMI au sud du Sahara et notamment en Mauritanie répond à différents objectifs. Plus généralement, le rapport que les organisations d'Al-Qaïda entretiennent avec le territoire mauritanien recouvre différentes dimensions. Si la Mauritanie a d'abord représenté – et représente toujours – un vivier de recrutement, tant pour Al-Qaïda que pour AQMI, ce territoire a aujourd'hui pris une dimension stratégique importante : il offre une profondeur à l'organisation, lui permet de capter de nouvelles ressources tout en donnant chair à l'idéologie internationaliste d'Al-Qaïda. Ainsi, AQMI a su jouer des faiblesses de l'Etat mauritanien qui ne parvient pas à contrôler son territoire. Pour autant, l'organisation terroriste est-elle parvenue à s'immiscer dans le potentiel conflictuel – ethnique et tribal – de ce pays pour y répandre le jihad international ? L'itinéraire du kamikaze du 8 août, dont nous avons déjà parlé, semble indiquer l'affirmative : Al-Qaïda parvient à utiliser le ressentiment de populations mauritaniennes exclues des circuits d'enrichissement et de pouvoir. De ce point de vue, et pour reprendre l'expression que nous utilisons dans notre introduction, AQMI a su se « territorialiser » en Mauritanie. Mais jusqu'à quel point ? La faiblesse de l'Etat mauritanien, si souvent invoquée pour expliquer l'installation d'Al-Qaïda dans le Sahara, ne doit pas masquer le fait que, tant dans le jeu des rivalités pour l'Etat que pour l'Etat mauritanien lui-même, Al-Qaïda est une carte dont on sait user avec subtilité.

## L'Etat mauritanien face à Al Qaeda

Si les mouvements d'Al-Qaïda ne parviennent pas à soulever les masses, ils nourrissent un discours et légitiment des orientations politiques. Ainsi, l'impératif de la sécurité est devenu une source de légitimité de l'action politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. A l'intérieur car la menace terroriste permet d'asseoir un pouvoir en justifiant de la menace pour mieux étendre l'emprise que l'on a sur l'appareil d'Etat. A l'extérieur car elle nourrit une double « rente » sécuritaire : rente qui légitime un pouvoir, mais aussi rente financière mise à disposition des pays occidentaux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Enfin, la présence d'Al-Qaïda dans nombre de pays de la sous-région, les oblige à coopérer, faisant de la Mauritanie un partenaire régional majeur.

### **Al-Qaïda : enjeu de politique intérieure**

A l'intérieur, ce n'est pas tant le discours sur le terrorisme qui nourrit une légitimité ; pour preuve : Mohamed Ould Abdel Aziz a d'abord fait campagne sur le thème de la corruption et non sur celui de la sécurité<sup>16</sup> ; mais la lutte permet aux détenteurs de l'appareil d'Etat d'asseoir leur domination. S'il est vrai que le ressort tribal

---

<sup>15</sup> Cf. Antil (A.), *op. cit.*, p. 586-587 ; Macé (C.), « Al Qaeda et les zones d'ombre du Sahel », *Libération*, 9 décembre 2009, p.6-7.

<sup>16</sup> Rivière (M.), « Mohamed Ould Abdel Aziz a prêté serment devant le peuple », *RFI*, 6 août 2009, [http://www.rfi.fr/actufr/articles/1116/article\\_83392.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/1116/article_83392.asp)

structure le champ du politique, il n'en demeure pas moins que les détenteurs du pouvoir de l'Etat cherchent à asseoir leur légitimité bureaucratique contre – et avec – celle des tribus dans un jeu dialectique complexe<sup>17</sup>. Dans cette compétition sourde qui se joue pour le contrôle de l'Etat, la lutte contre le terrorisme peut constituer un nouvel atout grâce auquel les détenteurs du pouvoir étatique peuvent se renforcer et étendre leur emprise sur celui-ci.

Ainsi, la réforme des forces armées exigée par la guerre contre le terrorisme<sup>18</sup> est-elle aussi une manière pour le nouveau président de renforcer son contrôle, non seulement sur l'armée, mais sur l'ensemble de l'appareil d'Etat. Dans la même veine, la lutte contre Al-Qaïda permet de renforcer le contrôle des structures religieuses. Ainsi, en 2003, dans le contexte de la guerre en Irak et alors que l'Etat mauritanien établissait des relations diplomatiques avec Israël, l'Etat a opéré une vaste rafle dans les milieux islamistes, fermant des ONG saoudiennes et interdisant des journaux. Pour le premier ministre d'alors, il n'y « avait aucun doute [que ] les réseaux d'Al-Qaïda [avaient] essayé de déstabiliser le pays, en utilisant les ulémas et les imams »<sup>19</sup>. La stratégie n'est pas nouvelle tant, pour l'Etat mauritanien, le contrôle de la sphère religieuse est vital : c'est l'Islam qui cimente et légitime le pouvoir dans un pays où les forces centrifuges – clans, ethnies... - sont importantes.

### **Al-Qaïda : source de légitimité à l'extérieur**

A l'extérieur, la lutte contre le terrorisme donne une légitimité internationale à l'Etat qui trouve ici une occasion de réaffirmer son rôle, sa mission régaliennne, et de capter des ressources pour se renforcer face aux pouvoirs rivaux. Ainsi, l'Etat mauritanien est devenu un interlocuteur de premier plan pour les pays occidentaux soucieux de ne pas voir le jihad international s'étendre aux marges du Sahara. La Mauritanie s'est par exemple intégrée aux initiatives euro-méditerranéennes pour la sécurité : en 2004, elle est devenue membre du groupe des 5+5 (Tunisie, Libye, Maroc, Mauritanie, Algérie et Italie, France, Portugal, Espagne, Malte) et a su prendre l'habit de « garde frontière » du Sahara<sup>20</sup>. Mais il est vrai qu'ici, ce n'est pas seulement son rôle dans la lutte contre le terrorisme que Nouakchott a négocié, mais c'est aussi sa fonction de zone de passage des courants migratoires Sud/Nord qui a été mise en avant. Par ailleurs, en 2009, une visite du chef d'Etat-major français, Jean-Louis Georgelin, laisse présager d'une coopération militaire renforcée entre les deux

---

<sup>17</sup> Bensaâd (A.), *op. cit.*, « En Mauritanie, c'est surtout l'organisation tribale qui fournit (...) le recours pratique contre (et pour) l'érosion de la légitimité bureaucratique. Tout le jeu de l'appareil « sultanien » consiste à transformer en sous-main un capital de légitimité bureaucratique d'une valeur incertaine en une légitimité souterraine articulée autour de la tribu » p. 47.

<sup>18</sup> « Le terrorisme, cible d'une réorganisation de l'armée », dépêche AFP reprise par *Jeune Afrique*, le 6 janvier 2010, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20100106T175013Z/gouvernement-mauritanie-enlevement-terrorisme-le-terrorisme-cible-d-une-reorganisation-de-l-armee.html>

<sup>19</sup> Pour ce dernier paragraphe : *International crisis group*, *op. cit.*, citation p. 11

<sup>20</sup> Bensaâd (A.), *op. cit.*

Etats<sup>21</sup>. Avec les Etats-Unis aussi, la Mauritanie a su faire valoir son positionnement stratégique sur le front du jihad. A ce titre, elle profite du programme *Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative* (TSCTI) qui prévoit une coopération militaire alliant pays sahéliens et pays du Maghreb et dont le budget s'élève à 125 millions de dollars<sup>22</sup>.

Grâce à chacune de ces initiatives, l'Etat mauritanien accède à des fonds, à une expertise étrangère en termes de formation des forces armées et de lutte contre le terrorisme qui peuvent le renforcer tout à la fois contre les membres d'Al Qaeda, mais aussi contre les pouvoirs traditionnels rivaux de l'Etat.

### **La lutte contre Al-Qaïda : renforcement des Etats par la coopération ?**

Enfin, la menace transnationale que représente Al-Qaïda oblige les pays de la sous-région à coopérer sur le plan de la sécurité. La coopération régionale devient d'autant plus urgente que nombre de problèmes de la sous-région se posent de manière transversale : ne citons que le cas du trafic d'armes ou celui du trafic de drogue... Elle est urgente et le sujet est brûlant entre les différentes capitales : le récent rappel des ambassadeurs algériens et mauritaniens à la suite de la libération de jihadistes par l'Etat malien montre bien l'impérative nécessité de coopération entre ces Etats<sup>23</sup>.

Jusqu'à quel point parviendront-ils à coopérer ? Cette coopération, souhaitée par les pays occidentaux, parviendra-t-elle à surmonter des différents régionaux anciens ? On peut s'interroger sur ce que sera la coopération entre l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie tant la question sahraouie reste centrale dans la relation de ces trois pays. La coopération régionale, n'étant qu'à ses balbutiements, pose davantage de questions qu'elle n'en résout.

---

<sup>21</sup> « Des « formations » envisagées par les armées française et mauritaniennes », dépêche AFP reprise par *Jeune Afrique*, 13 octobre 2009, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20091013T121140Z/france-defense-mauritanie-terrorismedes-formations-envisagees-par-les-armees-francaise-et-mauritanienne.html>

<sup>22</sup> Bensaâd (A.), *op. cit.*

<sup>23</sup> « Libération des quatre islamistes : Nouakchott rappelle son ambassadeur au Mali », dépêche AFP reprise par *Jeune Afrique*, 22 février 2010, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20100222193421/france-diplomatie-mali-justiceliberation-des-quatre-islamistes-nouakchott-rappelle-son-ambassadeur-au-mali.html>

## Conclusion

Comment AQMI et plus largement Al-Qaïda parviennent-ils à s'intégrer, ou plus exactement à s'enraciner au territoire d'un pays – la Mauritanie – où le jeu politique obéit à ses propres règles et où les facteurs sociaux et économiques sont singuliers ? C'était le sens de la question que nous exprimions en introduction de cette note. Qu'en est-il ?

D'une part, le territoire mauritanien représente un vivier pour Al-Qaïda et pour sa branche maghrébine. L'échec de l'Etat à procurer un niveau de vie décent à ses habitants, sa faillite à assurer ses missions régaliennes ont constitué le lit d'un mécontentement sur lequel les « recruteurs » d'Al-Qaïda savent compter. De surcroît, la continuation de la lutte pour le pouvoir que se livrent les tribus ne donne pas les moyens aux exclus économiques de s'exprimer sur la scène politique : la compétition pour obtenir la rente que représente l'Etat obéit aux mêmes règles, semble-t-il, qu'il y a 20 ans<sup>24</sup>, profitant aux mêmes et maintenant les autres dans la pauvreté. Dans ce contexte, l'Islam radical dans sa mouvance politique a pu attirer nombre de jeunes Mauritanien en quête d'avenir. Cependant, loin de n'être qu'un simple vivier de recrutement, la Mauritanie représente un espace stratégique important pour AQMI : elle offre, avec le reste de la zone sahélienne, une profondeur de champ qui protège et permet de préparer attentats et futurs jihadistes ; étant un point de passage de nombre de trafics, la Mauritanie est aussi le territoire d'où on peut les contrôler et capter la manne financière qu'ils représentent. Les actions en Mauritanie sont aussi l'incarnation de la réorientation « internationaliste » que le GSPC avait en quelque sorte acté en faisant allégeance à Al-Qaïda. Certes, l'Etat mauritanien combat Al-Qaïda sur son territoire, ne serait-ce que parce que l'Islam défendu par l'Etat reste sûrement le ciment essentiel à une nation déchirée.

Cependant, il n'en demeure pas moins que pour les dirigeants de l'Etat, la carte « Al-Qaïda » reste un atout sûr pour asseoir un pouvoir ; à l'intérieur, comme le montre l'accroissement du contrôle de l'Etat sur les institutions religieuses du pays à l'occasion des manifestations islamistes en 2003 ; et à l'extérieur parce qu'Al-Qaïda donne une légitimité aux actions politiques répressives menées par l'Etat, partant, à ses détenteurs.

Dans les deux cas, la lutte contre le terrorisme pourrait renforcer significativement le poids de l'Etat face à ses pouvoirs rivaux. Aussi, une question mérite d'être posée : en replaçant la Mauritanie et l'ensemble des pays de la sous-région dans leur fonction régalienne principale – contrôler un territoire – Al-Qaïda parviendra-t-elle, malgré elle, à les renforcer et à infléchir sensiblement et durablement les trajectoires de ces pays ?

---

<sup>24</sup> Marchesin (P.), *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Karthala, Paris, 1992